

Synthèse régionale : Moyen-Orient et Afrique du Nord

Vue d'ensemble

L'activité économique dans les pays en développement de la région **Moyen-Orient et Afrique du Nord** a été dominée par les bouleversements politiques du Printemps arabe et la vigueur des cours du pétrole. Les troubles politiques ont fortement, quoique ponctuellement, perturbé la croissance dans la région. Celle-ci est aujourd'hui confrontée à deux types de tensions et d'incertitudes : d'une part, l'éventualité d'une poursuite voire d'une intensification de ces troubles et, d'autre part, la perspective d'une dégradation de la situation dans les pays européens à revenu élevé, dont les effets se font déjà sentir sur les échanges de marchandises, le cours des produits de base, le tourisme et d'autres recettes d'exportation.

Selon les estimations, en 2011, le PIB des pays en développement de la région a progressé de 1,7 % seulement, contre 3,6 % en 2010. La croissance risque de rester atone en 2012, à environ 2,3 %, tant chez les exportateurs de pétrole (en partie du fait du repli des cours) que chez les importateurs, dont bon nombre (Maroc, Tunisie, Égypte) entretiennent des relations économiques étroites avec les pays européens à revenu élevé, tandis que d'autres (Jordanie et Liban) ont des liens étroits avec les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). La croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,2 % d'ici 2013, sous l'effet de la reprise des investissements — dont les investissements directs étrangers (IDE) — et du retour à la normale des flux de recettes traditionnels (tourisme et envois de fonds des migrants), sous réserve de l'apaisement des troubles politiques dans plusieurs pays.

Même si, fin 2011, plusieurs économies de la région, notamment la Tunisie, le Maroc et la Jordanie, semblaient sur le point d'enregistrer une croissance positive ou renforcée, la crise financière qui touche les pays à revenu élevé risque fort d'en retarder la concrétisation. Les perspectives des pays en développement importateurs nets de pétrole sont assombries par la limitation de leur marge de manœuvre budgétaire, l'épuisement de leurs réserves et la persistance de tensions sociales dans plusieurs d'entre eux.

Les pays en développement exportateurs de pétrole (ou, tout du moins, ceux qui ne connaissent pas de conflits internes) sont mieux à même de résister à la crise, car les revenus et les recettes publiques sont soutenus par des cours encore élevés. En 2011, les hydrocarbures ont rapporté un total de 785 milliards de dollars à l'ensemble de la région, les pays pétroliers en développement (Algérie, Iran, Syrie et Yémen) absorbant 50 milliards des 200 milliards de hausse sur l'année. La situation budgétaire de ces pays reste tenable aux cours actuels, mais si les conditions extérieures devaient se dégrader et provoquer une chute sévère du prix du pétrole, les autorités nationales pourraient se voir contraintes de réduire leurs dépenses.

Les flux de capitaux en direction des pays en développement de la région ont fortement reculé pendant l'année. Les flux d'IDE (essentiellement en provenance des pays du CCG) se sont repliés de près de 40 %, tandis que les entrées de fonds propres et de titres obligataires ont chuté aux troisième et quatrième trimestres à un niveau tout juste égal à la moitié de celui de 2010. Cependant, dans plusieurs pays de la région, l'aide publique des pays du CCG et d'autres donateurs permet de compenser une bonne partie (voire plus de 100 % dans certains cas) des pertes de liquidité, et contribue à combler le déficit budgétaire d'un certain nombre d'économies en transition.

Risques et vulnérabilités

La région est en proie à des incertitudes extrêmes, alors qu'elle doit gérer à la fois la menace persistante des protestations et une véritable crise dans la zone euro. La région Moyen-Orient et Afrique du Nord est en effet fortement exposée à une intensification de la crise en Europe, avec qui elle entretient des liens puissants et étendus *via* les échanges commerciaux, le tourisme, les envois de fonds des migrants et, dans une moindre mesure, la finance.

Échanges. Les effets du ralentissement de la croissance en Europe, et dans le monde, se feront principalement sentir au niveau des échanges, en particulier de pétrole, mais aussi de biens manufacturés.

Les économies importatrices de pétrole comme les pays en développement exportateurs de pétrole (hors Iran) entretiennent des liens d'exportation forts avec l'Union européenne. C'est notamment le cas de la Syrie, dont 80 % des exportations de carburant sont destinées à l'UE des 25, et de l'Algérie, qui exporte des volumes substantiels vers l'UE et les États-Unis.

Cours des produits de base. En cas de ralentissement significatif des cours, les importateurs de pétrole au sein de la région pourraient voir leur déficit budgétaire se réduire considérablement, tandis que les exportateurs seraient affectés par un repli de la demande et une baisse des recettes. En supposant que les pays puissent satisfaire leurs besoins financiers sur les marchés des capitaux internationaux, l'incidence sur le PIB pourrait aller de - 0,8 à - 1,2 % pour les importateurs de pétrole et de - 0,2 à - 0,6 % pour les exportateurs.

Tourisme. Le recul du nombre de touristes dans la région est sans précédent. C'est la Syrie qui a été le plus durement touchée, avec 80 % de visiteurs en moins en 2011, suivie par la Jordanie (57 %), la Tunisie (55 %) et l'Égypte (30 %).

Envois de fonds. En hausse de 2,6 %, les envois de fonds des migrants se sont relativement bien tenus en 2011. Alors que le durcissement des conditions sur les marchés du travail européens aurait pu réduire les transferts de revenu vers les pays d'origine, les données indiquent que la valeur en dollars de ces flux a progressé de 500 millions pour l'Égypte ainsi que pour le Maroc, et de 100 millions pour le Liban. La Jordanie et la Tunisie n'accusent qu'un déclin modéré. Dans le même temps, les recettes pétrolières ont permis aux économies du CCG d'enregistrer une importante progression de leur PIB en 2011, ce qui a permis de soutenir l'activité économique, l'emploi et les envois de fonds des populations émigrées.

Recommandations sur l'action à mener

Dans l'ensemble, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord fait face à des risques de dégradation conjoncturelle, compte tenu de l'ampleur de l'exposition d'un grand nombre de pays à l'Europe et de leur dépendance vis-à-vis des cours des produits de base. Les pays devront prendre des mesures décisives et formuler un vaste programme de réforme, destiné à encourager une croissance inclusive, tout en maintenant la stabilité économique, afin de renforcer la confiance, de concrétiser les attentes et de récolter les avantages sur le long terme de cette transformation historique.

Synthèse des prévisions pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
(variation annuelle en %, sauf indication contraire)

	98-07 ^a	2008	2009	Est. 2010	Prévisions 2011	2012	2013
PIB aux prix de marché (dollars de 2005)	4.2	4.1	4.0	3.6	1.7	2.3	3.2
Algérie	3.5	2.4	2.4	1.8	3.0	2.7	2.9
Égypte	4.3	7.5	4.9	5.1	1.8	3.8	0.7
Iran	4.9	2.3	3.5	3.2	2.5	2.7	3.1
Iraq		9.5	4.2	0.8	9.6	12.6	10.2
Jordanie	5.6	7.6	5.5	2.3	2.5	1.7	3.0
Liban	2.8	9.3	8.5	7.0	3.0	3.8	4.4
Maroc	3.7	5.6	4.8	3.7	4.3	4.0	4.2
Syrie	3.3	4.5	6.0	3.2	-3.0	-1.5	2.5
Tunisie	4.5	4.6	3.1	3.0	-0.5	2.5	3.2
Yémen	3.5	3.6	3.8	8.0	-6.0	-2.6	3.6

Source : Banque mondiale

Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment mises à jour pour tenir compte de nouvelles données et de l'évolution des circonstances (à l'échelle mondiale). En conséquence, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles contenues dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base sur les perspectives des pays ne diffèrent pas de manière significative d'un moment donné à un autre.

Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour Djibouti, l'Iraq, la Lybie, la Cisjordanie et Gaza.

a. Les taux de croissance pour les divers intervalles de temps sont des moyennes composées ; les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.